

"Selon M. Colombo une relance doit être globale" dans Europe (30 janvier 1981)

Légende: Dans son éditorial du 30 janvier 1981, Emanuele Gazzo, directeur général de l'Agence Europe, se félicite des propositions contenues dans le discours prononcé deux jours auparavant à Florence par Emilio Colombo, ministre italien des Affaires étrangères, en faveur d'une relance économique et politique des Communautés européennes.

Source: Europe. Agence internationale d'information pour la presse. dir. de publ. RICCARDI, Lodovico ; Réd. Chef RICCARDI, Ferdinando. 30.01.1981, n° 3067. Bruxelles.

Copyright: (c) Agence Europe S.A.

URL: [http://www.cvce.eu/obj/"selon_m_colombo_une_relance_doit_etre_globale"_dans_europe_30_janvier_1981-fr-42497b87-6a3b-4ddb-a037-667370ad2189.html](http://www.cvce.eu/obj/)

Date de dernière mise à jour: 16/09/2012

Selon M. Colombo une relance doit être globale

Comme nous l'avions indiqué déjà hier, le discours prononcé à Florence par le ministre italien des Affaires Etrangères M. Emilio Colombo se confirme être, après une lecture attentive, un document politique du plus grand intérêt, par lequel la relance de la construction européenne, qui est considérée nécessaire et urgente, est présentée comme une action de caractère global, portant aussi bien sur les aspects économiques que politiques et institutionnels et même de sécurité.

Cette relance ne peut pas tarder, déjà en ce qui concerne le "complètement" de ce qui existe : "Si nous n'agissons pas rapidement, nous risquons de remettre en question ce qui existe".

Une analyse de ce document nous suggère les remarques suivantes :

- M. Colombo insiste à plusieurs reprises sur la notion de "récupération" des valeurs idéales qui ont été à la base de la construction européenne. Ceci confirme que - tout en tenant compte de l'expérience - les motivations qui naissent de la conscience de notre unité culturelle et politique restent valables. Par conséquent, il ne faut pas changer de chemin: au contraire, il faut "renouveler le pacte" souscrit, ce qui signifie que chacun doit retrouver la volonté politique avec laquelle il s'était engagé.
- L'Europe répond à un idéal, mais elle doit également nous aider "à résoudre les problèmes concrets, ceux de tous les jours". C'est ainsi que l'on obtient l'appui le plus large. La première chose à faire est par conséquent ce "complètement" sans lequel l'intégration est une illusion. Il faut aller "beaucoup, mais beaucoup plus loin" de ce qu'on a réalisé, sans penser à une Europe à deux ou trois vitesses, et il faut faire "un effort immense de transformation". Dans ce contexte, le mandat du 30 Mai dépasse largement les bornes d'une opération comptable ou de politique agricole. La gradualité est nécessaire mais elle ne doit pas se transformer en une "recherche de mini-équilibres" ou en une semi-paralyse.
- L'objet du "complètement" est donc l'intégration économique. Nous constatons avec satisfaction que M. Colombo est formel là-dessus: l'intégration économique est la condition nécessaire, même si pas suffisante, pour avancer vers l'union politique. Il ne faut donc pas croire pouvoir résoudre les problèmes européens par des fuites en avant. On s'en est d'ailleurs déjà aperçu, et M. Colombo y fait allusion, du fait que l'ensemble exceptionnel de relations privilégiées qu'a la Communauté dans le monde (Convention de Lomé, accords méditerranéens, accords avec l'Asean et certains pays latino-américains) n'a pas débouché sur un accroissement du poids politique potentiel de notre continent. Et ceci parce "la Communauté Européenne ne s'est pas encore réalisée elle-même en termes d'intégration".
- L'intégration économique, a dit M. Colombo, n'est pas suffisante pour aller plus loin: elle doit être soutenue par un dessein politico-institutionnel. C'est sans doute le problème crucial. Et c'est en même temps le cercle vicieux qui fait dévier bien des efforts: sans un ensemble institutionnel solide, on n'atteint pas le degré de crédibilité nécessaire; et sans crédibilité, tout effort de "présence dans le monde" demeure illusoire. Rappelons que le dessein originaire partait d'une vision globale, mais n'avait rien d'abstrait, car il visait l'"organisation" de la réalité de tous les jours, par des institutions à vocation générale. Et bien, déclare M. Colombo, "n'ayons pas peur de modifier les traités si cela devait être nécessaire pour assurer le fonctionnement correct des institutions". D'où sa suggestion d'établir un lien entre parlements nationaux et P.E. afin que certaines résolutions du Parlement Européen soient directement acquises dans l'ordre législatif national.
- C'est à ce moment là, que l'Europe pourra franchir un pas important. Mais elle doit faire ses choix maintenant. De ces choix dépendront "sa physionomie future et même sa possibilité de survivre en tant que Communauté engagée dans un processus d'unification politique et d'intégration économique" en développant les éléments de politique étrangère "qui sont fondamentaux en vue d'une politique commune de la sécurité". Celle-ci se pose en terme d'Alliance Atlantique mais ceci n'exclut pas que l'Europe apporte une contribution coordonnée et efficace à sa propre sécurité, ayant présent à l'esprit l'objectif d'"équilibres décroissants des forces" en vue du désarmement général.

Le débat est donc ouvert: il ne faut pas le laisser traîner.

Emanuele Gazzo